

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCP)

(CCP N°DIRMM-P1-23-004 du 13 novembre 2023)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Préfet de la région PACA

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 2191-60 et 61 du Code de la Commande Publique

Monsieur le Directeur Inter-Régional de la Mer Méditerranée

Ordonnateur

Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée

Comptable public assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques des Bouches-du-Rhône

Objet du marché

Stockage, évacuation et traitement des déchets issus
des Centres de Balisage Opérationnels de Marseille et de Sète,
du Service des Phares et Balises de Méditerranée

Remise des offres

Date limite de réception : 06/02/2025 à 17 h 00 (heure locale de l'adresse du RPA)

Le présent CCP comporte 1 annexe.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet, lieu du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-6. Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion.....	8
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	11
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES. 12	12
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	12
3-3. Variation dans les prix.....	14
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	15
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	15
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	16
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	17
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	17
5-1. Retenue de garantie.....	17
5-2. Avances.....	17
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	18
7-1. Période de préparation.....	18
7-2. Programme d'exécution.....	18
7-3. Conditions d'exécution.....	18
7-4. Conditions d'intervention.....	20
7-5. Formation.....	20
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	20
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	21
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	21
8-2. Admission.....	21
8-3. Garantie(s).....	21

ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	21
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	22
10-1. Indications générales.....	22
10-2. Mode d'exécution des prestations.....	25
10-3. Aspect environnemental.....	27
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	27

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

La technique d'achat utilisée est celle d'un accord-cadre à bons de commande, en application de l'article L2125-1 du CCP. Dans la suite du présent document, le terme de « marché » ou « accord-cadre » est utilisé indifféremment.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet, lieu du marché et Normes

1-1.1 Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent la location de bennes, l'évacuation, le traitement et la valorisation des déchets issus des Centres Opérationnels de Balisage de Marseille (COB de Marseille) et de Sète (COB de Sète), avec la remise des bons d'enlèvement, du bon de pesée et du bordereau de suivi des déchets.

Le présent Cahier des Clauses Particulières a pour but de définir les prestations et leurs conditions de réalisation de la collecte, du transport et de traitement des déchets générés par le COB de Marseille et du COB de Sète du Service des Phares et Balises de Méditerranée (SPBM). Les principaux déchets générés sont listés dans le bordereau des prix.

Pour ce faire, le titulaire met à disposition du service le matériel nécessaire pour cette prestation, en assure la mise en œuvre et en garantit le bon fonctionnement, tout en garantissant une continuité totale des traitements et de valorisation des déchets dans des centres contrôlés et agréés.

La gamme des déchets repris pourra être étendue en cours de marché par commun accord des parties en présence (utilisation d'un prix existant ou ajout de prix supplémentaires au bordereau des prix, après négociation).

La prestation objet du présent marché comprend :

- La visite préalable des sites ;
- La location des bennes selon les types des déchets et résidus ;
- Les amenées sur site des Centres de Balisage de Marseille et Sète des bennes selon les types des déchets et résidus ;
- L'installation des bennes avec cales ;

- Le maintien en bon état de fonctionnement du matériel en effectuant les opérations appropriées d'entretien et de dépannage sur constatation de dégradations ou appel des COB de Marseille ou de Sète ;
- L'enlèvement par rotation des bennes ;
- La mise en place d'accessoires associés (filet de transports pour les bennes par exemple) conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le transport des déchets et résidus vers un centre agréé ;
- Le traitement des déchets et résidus ;
- Le nettoyage et la désinfection des bennes ;
- Le nettoyage du sol en cas de pollution ou détritrus sur le sol durant la collecte ;
- La restitution du bordereau de suivi des déchets ;
- Le suivi des déchets dangereux via la plateforme trackdéchet (conformément à la réglementation) ;
- Le repli des bennes à la fin du marché ou sur demande express ;
- La formation des agents des sites à la gestion des déchets.

1-1.2 Lieux d'exécution du marché

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

LOT N°1 « COB de Marseille »

Centre	Site	Adresse
COB de Marseille	Centre Opérationnel de Balisage de Marseille	Poste 123 de la Digue du Large 13 002 Marseille
	Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Port-de-Bouc	Rue de la République 13 110 Port-de-Bouc

LOT N°2 « COB de Sète»

Centre	Site	Adresse
COB de Sète	Centre Opérationnel de Balisage de Sète	Quai d'Alger prolongé 34201 Sète
	Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Sète	CD 2 – Route de Balaruc 34200 SETE

Horaires d'ouverture et d'accès aux COB :

- Concernant les Centres Opérationnels de Balisage de Marseille et de Sète : du lundi au jeudi, de 7 h à 11h30 le matin et de 13 h à 15h30 l'après-midi.
- Concernant le centre POLMAR de Port-de-Bouc : du lundi au vendredi, de 9 h à 12h30 le matin et de 14 h à 17 h.

À l'exception de ces horaires, le titulaire ne pourra pas pénétrer ou travailler sur les sites d'exécution du marché (COB Marseille pour le lot 1 et COB Sète pour le lot 2).

1-1.3 Forme du Marché

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef du SPBM ou son représentant, pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef du Centre de balisage de Marseille (COB Marseille) et le chef du Centre de balisage de Sète (COB Sète) ou leurs représentants, ou le chef du Bureau de Pilotage et Support Technique (BPST) ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Sans objet

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- Le chef du SPBM pour les bons de commande d'un montant inférieur à 90 000 € HT ;
- Le chef du COB de Marseille et le chef du COB de Sète, ou le chef du BPST ou son représentant pour les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 15 000 € HT.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h, par courriel. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 24h ouvré par renvoi courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La durée de la période de préparation ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

La décision unilatérale du RPA visant à solder un bon de commande partiellement réalisé, ou à rendre définitif le paiement d'une commande partiellement réalisée, constitue une simple mesure d'exécution du contrat et ne donne lieu à aucune indemnisation.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1-6. Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion

1-6.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-6.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la “Défense”

Sans objet.

1-6.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des s D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins ;
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, et conformément au Règlement de la Consultation, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A- Pièces Particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi , assorti des documents ci-après :

annexe n° 1 formulaire **CERFA n°12571*01**
(Bordereau de suivi des déchets)

- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires et le détail quantitatif estimatif pour les différents lots ;
- Le mémoire technique du titulaire joint à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait prévus ;
- La note explicative sur l'aspect environnemental ;
- L'attestation de visite obligatoire sur le site COB de Marseille et le site COB de Sète ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

B- Pièces Générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (NOR ECEM0816423A) ;
- Le présent contrat fait référence au Code de l'Environnement notamment du livre n°V « Prévention des pollutions, des risques et des nuisances », titre IV « Déchets » de la partie législative et réglementaire. Le titulaire devra se conformer à toutes les obligations définies par la législation et la réglementation en vigueur relatives au transport, au stockage, au traitement, à l'élimination et à la valorisation des déchets de toute nature ;
- Le bon de commande émis au titre du présent marché.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- Décret n° 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 pré-citée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose progressivement aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise :

- Depuis le 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- Depuis le 1er janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- Depuis le 1er janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises ;
- Depuis le 1er janvier 2020 pour les microentreprises.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Dans un but de mise en œuvre des objectifs de traitement dématérialisé des factures au ministère, l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, du portail de facturation Chorus Pro est souhaitée dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Le document « nom du modèle de pièce jointe à la facture » annexé au CCP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

Toutefois, et sous réserve des obligations entrant progressivement en vigueur au fur et à mesure du déroulement du marché, les factures pourront continuer d'être émises par le titulaire en dehors de l'utilisation du portail Chorus Pro.

En cas d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros TTC.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

Les factures sont déposées sur le portail Chorus PRO en utilisant les identifiants :

- Maître d'ouvrage DIRM Méditerranée : SIRET **110 002 011 00044**
- Service exécutant : CGF B200013

- Numéro d'engagement juridique : se reporter à la lettre de notification du marché.

Service dépenses de l'État PACA
CGF B200013
16 rue Borde
13 357 Marseille Cedex 20

Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par le décret 2013-269 du 29 mars 2013.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par ajustement des prix suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCP.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Modalités de révision par ajustement des prix

Les prix de l'ensemble des lots sont ajustés par référence au prix ou indice ci-après, publié sur le site internet de l'INSEE :

Index	Désignation
FMOA380000	« Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération de matériaux »

3-3.4. Variation des prix

Les prix sont fermes la première année puis sont révisibles à la date anniversaire de la notification pour chaque année postérieure à l'année d'origine par application de la formule ci-après.

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités de l'article R.2193-11 et R.2193-12 du Code de la Commande Publique complété par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

En cas de retard dans l'exécution des délais article 1-3 du présent CCP, le titulaire encoure une pénalité journalière de 100 € TTC.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

En cas de non-renouvellement de bennes, dans les délais définis à l'article 10-2.1 du présent CCP (7 jours consécutifs), le titulaire encourt une pénalité journalière forfaitaire de 500 € TTC.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de la personne publique.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 € TTC.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de non remise du formulaire CERFA n°12571*01, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € TTC.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.9. Autres pénalités diverses

En cas de non couverture de la benne par un système de couverture tel que filet, bâche..., le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € TTC par benne non couverte.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R. 2193 – 17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 10 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 60 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles R. 2193-17 à 21 du Code de la Commande Publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-

traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Si elle s'avère nécessaire, le bon de commande précisera la mise en œuvre d'une période de préparation.

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B – Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Concernant le lot n°1, l'accès au Grand Port Maritime de Marseille (bassin est), dans lequel se situe le Centre opérationnel de Balisage de Marseille, étant soumis à des modalités d'accès, le titulaire devra effectuer les démarches nécessaires à la demande de titre de circulation permanent (carte d'accès portuaire et accès à la Zone d'Accès Restreint de la digue du large). La Direction Interrégionale de la Mer Méditerranée lui fournira les justificatifs nécessaires et les frais de dossier seront à la charge du titulaire.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...).

7-3.7. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de la personne publique.

B - Restitution des installations

Remise en état des lieux article 4-3.4 du présent CCP

C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Aucune stipulation particulière.

7-3.9. Documentation technique

Sans objet.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-3.11. Repli des bennes

Le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage à commander le repli des bennes au plus tard 7 jours avant la fin du besoin de la benne ou à défaut celle-ci devra être repliée à la date de fin du marché.

Le paiement se fera au prorata du temps de mise à disposition le cas échéant.

7-4. Conditions d'intervention

Sans objet.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Sans objet.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2^e alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Dans le cas où l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 42 du CCAG est fixé à 5 %.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Indications générales

10-1.1. Contexte

La Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée (DIRM MED) assure, en Méditerranée, la promotion d'une gestion intégrée de la mer et du littoral. Elle participe ainsi à la maîtrise de l'ensemble des composantes de ce secteur et en fédère tous les acteurs sous l'autorité des préfets coordonnateurs compétents.

Une des priorités de la DIRM MED est l'amélioration de la gestion des déchets issus de l'exploitation de ces Centres Opérationnels de Balisage du Service des Phares et Balises de Méditerranée (SPBM).

L'objectif est :

- D'assurer une gestion optimale des déchets issus des activités d'exploitation des Centres Opérationnels de Balisage ;
- De mettre en place l'élimination la plus appropriée en réemployant, recyclant et valorisant le maximum de déchets ;
- D'améliorer la traçabilité de l'élimination des déchets.

10-1.2. Besoin des COB de Marseille et de Sète

Le prestataire sera chargé de la collecte et du traitement des déchets d'exploitation des COB. Il devra assurer la location des bennes, l'évacuation des déchets, le traitement et la valorisation des déchets et la remise du bordereau de suivi des déchets.

Le présent CCP définit les caractéristiques et les conditions d'exécution des prestations attendues pour les COB de Marseille et de Sète par la Direction Interrégionale de la Mer Méditerranée.

10-1.3. Consistance des prestations

1. Conseil :

Le prestataire a un rôle de conseil auprès du Service des Phares et Balises de Méditerranée (SPBM) pour le tri, le conditionnement et la collecte des déchets. Il informe le pouvoir adjudicateur des évolutions réglementaires.

2. Mise à disposition, rotation et enlèvement des bennes :

Les bennes pourront être fournies pour une location de longue durée (un an reconductible, sur bon de commande), ou pour une location de courte durée (à la journée, sur bon de commande).

La location longue durée correspond à la mise à disposition notamment de conteneurs, bacs, bennes ouvertes, bennes fermées, bidons pour les déchets définis dans le Bordereau des Prix et adaptés aux produits conformément à la réglementation.

La location courte durée permettra au Centre Opérationnel de Balisage d'avoir à disposition une benne d'une capacité minimale de 6m³ pour des besoins ponctuels en enlèvement de déchets.

Les livraisons, les rotations et les enlèvements de bennes seront effectuées suivant les conditions précisées par le bon de commande (dates et plages horaires notamment), émis par le Centre Opérationnel de Balisage de Marseille, par le Centre Opérationnel de Balisage de Sète ou le Service des phares et Balises de Méditerranée, qui déterminera le nombre de bennes. Les bons de commande seront transmis par courriel ou courrier du Service des phares et Balises de Méditerranée.

Les conteneurs et bennes mises à disposition par le titulaire seront entretenues à ses frais. Ils devront être propres, étanches et débarrassés de tout dépôt. Ils pourront faire l'objet d'un refus de mise à disposition de la part du Centre Opérationnel de Balisage en cas de trous, dépôts de rouille, état visuel dégradé. Dans ce cas, l'amenée d'une nouvelle benne se fera aux frais du titulaire et le plus rapidement possible sans dépasser 7 jours calendaires

À chaque prise en charge de déchets par l'entreprise, des bacs, et divers bennes, conteneurs ou bidons vides seront remis en place des précédents, avec la signalétique du déchet (pancarte). Ces contenants, conformes à la réglementation en vigueur pour le transport, devront avoir une signalétique spécifique et réglementaire à la charge du titulaire.

10-1.4. Processus de facturation

Afin de fluidifier les opérations de mises en paiement, le processus de facturation devra se faire après la fourniture préalable des Bons d'enlèvement, Bons de pesée, Bordereau de suivi des déchets et projet de facture auprès des Centres Opérationnels de Marseille ou de Sète. Le représentant du service donnera ensuite son aval (« service fait ») pour l'envoi de la facture auprès des services de la Direction Régionale des Finances Publiques.

1. Bon d'enlèvement :

Chaque rotation ou enlèvement de benne devra faire l'objet d'un bon d'enlèvement qui devra être visé par le Service des Phares et Balises de Méditerranée (COB Marseille ou COB Sète). Chaque bon d'enlèvement devra préciser :

- Le type de déchets ;
- le tonnage évalué (la quantité) ;
- le visa du service des Phares et Balises de Méditerranée.

2. *Bon de pesée :*

Les quantités des produits prises en compte seront déterminées par le bon de pesée du lieu de traitement ou de lieu de tri, ou du lieu de stockage. Ce bon de pesée, certifié conforme par le responsable du lieu de traitement ou du lieu de tri ou du lieu de stockage, comportera au moins les indications suivantes :

- Nom et adresse du centre de tri, de stockage et de traitement des déchets ;
- Jour et heure de pesée ;
- Numéro d'immatriculation du camion ;
- Société propriétaire du camion ;
- Origine des produits et lieu de chargement ;
- Poids d'entrée et de sortie du camion ;
- Type de produits.

3. *Bordereau de Suivi des Déchets :*

Lors de chaque opération de prise en charge et retraitement de déchets , un bordereau de Suivi de Déchets (BSD) sera émis et tous les intervenants de la filière renseigneront ce BSD. Le Bordereau de Suivi de Déchets devra correspondre au formulaire **CERFA n°12571*01**. Il sera retourné au service en accompagnement de la facture.

Cas particularité des déchets dangereux : Plateforme publique Trackdéchets

Depuis le 1^{er} janvier 2022, tous les producteurs de déchets dangereux doivent utiliser la plateforme Trackdéchets.

Cette obligation concerne :

- Les producteurs, y compris les “petits” producteurs ;
- Les transporteurs ;
- Les sites de traitement et de valorisation de déchets dangereux.

Les déchets concernés par cette obligation sont les déchets dangereux "classiques", ainsi que :

- Les déchets d'amiante ;
- Les véhicules hors d'usage (VHU) ;
- Les déchets infectieux (DASRI) ;
- Les fluides frigorigènes.

Il est possible de suivre des déchets non dangereux dans Trackdéchets, tout comme les déchets dangereux.

4. Facturation

Chaque facture émise par le titulaire du marché devra au préalable avoir été annoncée auprès du Centre Opérationnel de Balisage de Marseille ou du Centre Opérationnel de Balisage de Sète, en fournissant :

- Le bon d'enlèvement visé par un représentant du Service des Phares et Balises de Méditerranée ;
- Le bon de pesée fourni par l'organisme chargé du retraitement des déchets ;
- Le bordereau de Suivi de Déchets.

L'ensemble de ces documents devront être transmis par voie électronique aux adresses suivantes :

- cob-marseille@developpement-durable.gouv.fr pour les prestation concernant le COB de Marseille (sites du Centre opérationnel de Balisage de Marseille (digue du large) et du Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de port-de-Bouc) ;
- cob-sete@developpement-durable.gouv.fr pour les prestation concernant le COB de Sète (sites du Centre opérationnel de Balisage de Sète et du Centre interdépartemental de stockage et d'intervention POLMAR de Sète).

À défaut de la fourniture préalable de ces documents, la facture ne pourra pas être prise en charge.

Les factures validées seront à envoyer aux services de la Direction Régionale des finances publiques de PACA à l'adresse suivante :

Service dépenses de l'Etat PACA
CGF B200013
16 rue Borde
13 357 Marseille Cedex 20

Le service tiendra à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et du traitement de ses déchets dangereux.

10-2. Mode d'exécution des prestations

10-2.1. Mise à disposition des conteneurs et des bennes

Les conteneurs et bennes seront livrés sur les sites cités en article 1-1 du présent CCP, dans le cadre des heures d'ouvertures communiquées et suivant les conditions précisées par l'ordre de service qui déterminera le nombre de bennes par site.

Les conteneurs et bennes mises à disposition par le titulaire seront entretenues à ses frais. Ils devront être propres et débarrassées de tout dépôt. Ils pourront faire l'objet d'un refus de mise à disposition de la part du Centre Opérationnel de Balisage en cas de trous, dépôts de rouille, état visuel dégradé...

Dans ce cas, l'amenée d'une nouvelle benne se fera aux frais du titulaire et le plus rapidement possible sans dépasser 7 jours calendaires

Les prises en charge de conteneurs à ordures ménagères, déchets recyclables, cartons, papiers et verres seront effectuées selon le rythme défini dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires et rappelé ci-après :

- Une fois par semaine pour les ordures ménagères ;
- Une fois par mois pour les déchets recyclables ;
- Une fois par semaine pour les cartons et papiers ;
- Une fois par mois pour le verre.

Pour tous les autres types de déchets, la rotation de benne est réalisée par le prestataire par l'envoi d'une demande transmise par courriel ou courrier des services demandeurs de la Direction Inter-Régionale de la Mer Méditerranée. À ce titre, les coordonnées électroniques et postales à utiliser pour contacter le prestataire devront figurer clairement dans son offre et dans tous les cas, avant le début des prestations.

En tout état de cause, le titulaire du marché devra procéder au remplacement de la benne le plus rapidement possible sans dépasser les 7 jours calendaires à réception de la demande.

10-2.2. Prise en compte des quantités

Les quantités des produits prises en compte seront déterminées par le bon de pesée du lieu de traitement ou de lieu de tri, ou du lieu de stockage. Ce bon de pesée, certifié conforme par le responsable du lieu de traitement ou du lieu de tri ou du lieu de stockage, comportera au moins les indications suivantes :

- Nom et adresse du centre de tri, de stockage et de traitement des déchets ;
- Jour et heure de pesée ;
- Numéro d'immatriculation du camion ;
- Société propriétaire du camion ;
- Origine des produits et lieu de chargement ;
- Poids d'entrée et de sortie du camion ;
- Type de produits.

Le titulaire devra fournir aussi un bordereau de suivi des déchets (formulaire CERFA n°12571*01).

10-2.3. Transport

Le transport des déchets devra être conforme à l'accord européen relatif au transport des marchandises dangereuses par route (ARD) et à l'arrêté français du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Les moyens de transport et véhicules seront adaptés à la spécificité de la filière concernée et conformes à l'ADR. Conformément à l'arrêté du 26 avril 1996, il sera établi pour chaque opération de chargement un protocole de sécurité.

10-2.4. Visite des sites de stockage

Les candidats au présent marché seront réputés avoir pris connaissance des lieux. Ils ne pourront par la suite invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier leurs prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la Personne Publique.

En conséquence, il appartient à chaque candidat de prendre toutes les dispositions qu'il jugerait nécessaires avant de remettre son offre. Les candidats devront contacter le Centre Opérationnel de Balisage concerné pour organiser une visite de site (cf coordonnées dans la section 10.1-4).

10-2.5. Plages horaires des prestations

Conformément à l'article 1-1.2 du présent Cahier des Clauses Particulières, les horaires d'intervention sur site sont :

- Concernant les Centre Opérationnels de Balisage de Marseille et de Sète : du lundi au jeudi, de 7 h à 11h30 le matin et de 13 h à 15h30 l'après-midi ;
- Concernant les centres POLMAR de Port-de-Bouc et de Sète : du lundi au vendredi, de 9 h à 12h30 le matin et de 14 h à 17 h.

À l'exception de ces horaires, le titulaire ne pourra pas pénétrer ou travailler sur les sites d'exécution du marché (COB Marseille pour le lot 1 et COB Sète pour le lot 2).

10-3. Aspect environnemental

Les enlèvements se font sur demande du SPBM. La collecte sur site de tous les déchets du marché sera réalisée par un transporteur agréé pour le transport des divers produits du marché, jusqu'à un site de traitement agréé.

Le bénéficiaire du marché fournira les informations relatives au circuit suivi par le déchet (lieux de collecte, de regroupement et/ou de destruction) et à chaque étape de l'opération effectuée sur celui-ci.

Le Tri, la transformation, l'élimination ou la valorisation de chaque type de déchets devra être réalisé dans la filière appropriée conforme à la réglementation en vigueur.

Le titulaire du marché dispensera une formation « gestion des déchets » aux agents des sites concernés sur une durée précisée dans la note mentionnée dans l'article 4.2 du règlement de consultation.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés du CCP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG